



Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57005

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

conserver les leviers de commande d'une République déjà largement dépouillée par leurs soins des attributs de la démocratie. En butte aux attaques d'un parti communiste que son sectarisme condamne à l'impuissance, la social-démocratie qui a perdu l'appui des milieux populaires ne peut que protester au nom d'une légalité depuis longtemps bafouée contre les manœuvres et les intrigues de la classe dirigeante bourgeoise dont elle s'était voulue la partenaire loyale.

D'une facture plutôt austère qu'éclairent heureusement des illustrations bien choisies, cet ouvrage bien documenté incite surtout à la réflexion sur l'importance d'une politique européenne et internationale de sécurité pour la sauvegarde et le développement de la démocratie dans un monde à nouveau confronté, quoi que dans des conditions différentes, à des mutations imprévisibles.

Rita THALMANN, Paris

Hans Georg LAMBSDORFF, *Die Weimarer Republik. Krisen, Konflikte, Katastrophen*, Frankfurt am Main, Bern, New York, Paris (Peter Lang) 1990, 424 p.

Aux spécialistes cet ouvrage n'apprendra à peu près rien. Aussi bien ne leur est-il pas destiné, mais à un public plus large auquel il propose une relation des crises que l'Allemagne a connues entre 1918 et 1933.

Des trois périodes qui, classiquement, constituent l'histoire de la République de Weimar, c'est la première (1918–1924) qui retient le plus longuement l'attention de l'auteur (213 pages sur un total de 375). Il fait sienne la thèse d'Heinrich August Winkler: en 1918 la social-démocratie ne pouvait pas ne pas coopérer avec les tenants de l'ancien régime, mais elle aurait dû limiter cette coopération et s'attaquer aux bastions des adversaires de la démocratie pour les réduire. Pour la seconde période, le comte Lambsdorff récuse le terme de stabilisation: les gouvernements successifs n'ont pas réussi à résoudre les difficultés rencontrées. Pas d'explication nouvelle de la catastrophe finale (1930–1933): l'auteur insiste simplement sur la responsabilité personnelle des principaux acteurs.

Le sous-titre précise la démarche suivie: de brefs chapitres, parfois trois à quatre pages à peine, consacrés à un homme (Erzberger) à un événement (le traité de Locarno, le Front de Harzburg) ou à une question (les réparations, l'indemnisation des princes). D'une façon générale l'auteur s'intéresse plus aux hommes qu'aux groupes sociaux qu'ils représentent, plus au récit des crises qu'à l'analyse des causes. Il ignore l'évolution des mentalités, ne cherche nullement à expliquer les progrès ou les reculs des différentes formations politiques. Tout en affirmant qu'il partage le point de vue de Hans Mommsen qui souligne les responsabilité particulière des groupements et des associations proches du pouvoir, il ne dit pas un mot du rôle des organisations patronales, des Eglises, de la presse, dans la fin de la République. D'une façon générale l'économie ne l'intéresse que médiocrement.

Sa qualité d'avocat explique sans doute qu'il consacre plusieurs pages à des problèmes de droit, droit constitutionnel notamment (p. 201–208, 306–309, 330–332, etc.). Bien qu'il n'hésite pas à présenter son point de vue comme «la vérité historique» (p. 373), certaines de ses affirmations paraissent contestables. Ecrire que les historiens ont prêté peu d'attention au sanglant Premier mai de 1929 prouve uniquement la limite de ses lectures. D'une façon générale il condamne péremptoirement toutes les tentatives révolutionnaires qu'il attribue aux seuls spartakistes, au lieu de nous dire pourquoi et comment une grande partie des travailleurs ont suivi leurs mots d'ordre, pourquoi et comment l'USPD a accru son audience entre 1918 et 1920. A deux reprises, employant la même expression, («les horreurs s'équilibrent des deux côtés» p. 48 et 162), il renvoie dos à dos corps francs et grévistes, tout en notant que le nombre des victimes est dix fois moins élevé du côté des «forces de l'ordre». La relation fort partielle de la Reichsexekution contre les gouvernements de Saxe et de Thuringe (p. 214–215) révèle plus

les prises de position politiques du comte Lambsdorff que son objectivité. De même définir Max Hoelz comme un «criminel sous le coup d'un mandat d'arrêt» (p. 162) constitue un jugement un peu rapide. Contester que puisse se développer un sentiment national autrichien (p. 117) prête à discussion. Néanmoins l'auteur porte, après Gerhard Ritter, un jugement équilibré et nuancé sur le traité de Versailles et les réparations (p. 147 et 148); il n'hésite pas à dénoncer la partialité des juges weimariens, etc.

L'ouvrage qui pourrait être considéré comme une suite d'articles de journaux se lit facilement. L'auteur établit à plusieurs reprises des rapprochements intéressants entre des questions soulevées en RFA et des problèmes qui se sont posés à l'époque. Le livre du comte Lambsdorff n'est donc pas dénué d'intérêt. Toutefois on peut se demander si ce n'est pas le nom de l'auteur, autant que le contenu de cet essai d'un historien amateur, qui a incité l'éditeur à le publier.

Gilbert BADIA, Paris

Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier international: Allemagne, sous la direction de Jacques DROZ, Paris (Les éditions ouvrières) 1990, 543 S. (Collection Jean Maitron).

Jedes Lexikon weckt das Bild eines Januskopfes. Auf der einen Seite gilt es als Optimum sachlicher Information. Andererseits ist natürlich jedem halbwegs kritischen Geist unmittelbar einsichtig, daß auch pragmatisch angelegte Nachschlagewerke nicht ohne Voraussetzungen und Vor-Urteile entstehen. Gerade ein so sensibler, von politisch-ideologischen Einstellungen überfrachteter Bereich wie der der Arbeiterbewegung lenkt sogleich den Blick auf die Kriterien, nach denen vorgegangen wurde. Vielleicht ist dies ein Grund, warum vergleichbare Unternehmen bisher nicht realisiert worden sind und warum selbst in Deutschland allenfalls selektive biographische Lexika zum Thema erschienen sind (Franz Osterroth, Biographisches Lexikon des Sozialismus, Hannover 1960; Biographisches Lexikon zur deutschen Geschichte, Ost-Berlin 1970).

Entsprechend dem Gesamtkonzept der Reihe – Bände über die Arbeiterbewegung in Österreich, Großbritannien, Japan, China und den Maghreb sind erschienen oder stehen vor der Veröffentlichung – hat der Herausgeber aus einer anfänglichen Liste von circa 4000 Namen etwa 400 ausgewählt, die schließlich in das Werk aufgenommen wurden. Dabei ließ Jacques DROZ sich von mehreren Gesichtspunkten leiten. Im wesentlichen zählte die Repräsentativität, wobei Persönlichkeiten von regionaler Bedeutung und Intellektuelle mit sozialistischer Orientierung, aber ohne Verbindung zum Proletariat unberücksichtigt bleiben sollten, hingegen zweitrangige Figuren, die die Breite der deutschen Arbeiterbewegung einschließlich ihrer inneren Konflikte widerspiegeln, mitunter zu finden sind. Daß diese Prinzipien sich nicht lupenrein einhalten ließen und skeptische Fragen aufwerfen, zeigt sich spätestens im Zusammenhang des historisch-genetischen Anspruchs, der die Anfänge gegen Ende des 18. Jh. berücksichtigt wissen will und deshalb beispielsweise Johann Gottlieb Fichte der deutschen Arbeiterbewegung zurechnet. Auch das Enddatum 1933 läßt Zweifel auftreten, so sinnvoll das Argument erscheinen mag, daß kein aktueller »Who's Who« entstehen sollte; dieses Grenzjahr erlaubt jedenfalls eine Lebensskizze von Willy Brandt, der vor der nationalsozialistischen »Machtergreifung« schon politisch aktiv war, nicht aber von Helmut Schmidt.

Nach einer gelungenen, etwa 40 Seiten umfassenden Einführung in die Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung aus der Feder des Herausgebers, einem Literaturverzeichnis und einem Benutzerschlüssel beginnen die Kurzbiographien mit Wolfgang Abendroth und enden mit Arnold Zweig. Den Artikeln folgen jeweils bibliographische Hinweise auf die wichtigsten einschlägigen Veröffentlichungen der Beschriebenen und Publikationen über sie. Die biogra-